

# En 2007, la consommation des ménages demeure solide

Georges Consalès, division Synthèses des biens et services, Insee

**E**n 2007, la dépense de consommation des ménages augmente de 2,5 % en volume, après + 2,3 % en 2006. Les hausses de prix de fin d'année n'ont qu'un impact limité sur l'inflation moyenne de 2007. De fait, en moyenne annuelle, les prix décélèrent légèrement, la hausse atteignant + 2,0 %, après + 2,2 % en 2006. La progression soutenue du pouvoir d'achat du revenu, plus forte que l'an passé, permet aux ménages de consommer davantage, tout en consacrant une part accrue de leur budget à l'épargne. Depuis dix ans, les achats de produits liés aux technologies de l'information tirent la consommation. L'année 2007 ne déroge pas à cette tendance. Elle bénéficie en outre du rebond des achats d'automobiles, après un fort recul en 2006.

La dépense de consommation des ménages en volume (*définitions*) augmente de 2,5 % en 2007, soit 0,2 point de plus qu'en 2006. Ce rythme est très proche de celui observé depuis 2000 : + 2,6 % en moyenne. La dépense des ménages contribue ainsi pour 1,4 point à la croissance du produit intérieur brut en volume en 2007 (+ 2,2 %). Le revenu disponible brut des ménages progresse de + 5,4 % en valeur, après + 4,8 % en 2006. C'est la plus forte augmentation depuis 2000. Compte tenu d'une hausse des prix à + 2,0 %,

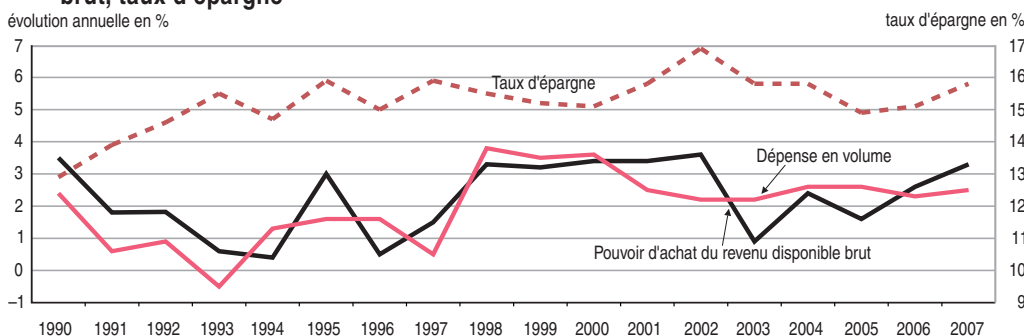
le pouvoir d'achat de l'ensemble des ménages s'accroît de + 3,3 %. Sa progression retrouve ainsi un rythme soutenu, proche de celui enregistré lors des années 1998 à 2002 (*graphique 1*).

Pour refléter l'évolution individuelle moyenne, cette augmentation du pouvoir d'achat doit être corrigée du dynamisme démographique. Rapportée au nombre d'unités de consommation, pour tenir compte à la fois de l'évolution du nombre des ménages et de leur composition, la progression est réduite à + 2,4 %. Mais le constat demeure : la hausse est comparable à celle du début des années 2000.

Cette forte hausse des revenus s'accompagne d'un rebond du taux d'épargne, qui passe de 15,1 % en 2006 à 15,8 % en 2007, retrouvant ainsi son niveau de 2004 (*tableau 1*).

Les prix augmentent de 2,0 % en 2007 après + 2,2 % en 2006. Alors que le prix des biens manufacturés et celui des services accélèrent légèrement, la décélération d'ensemble provient d'abord des produits pétroliers (+ 1,6 % en 2007, après + 6,7 % en 2006) et du gaz naturel (+ 5,1 %, après + 14,2 %). Le prix des produits alimentaires ralentit lui aussi : + 1,2 % après + 1,8 %. C'est notamment le cas du prix des légumes (+ 1,8 % après + 4,8 %), dont l'évolution revient à la normale après que des aléas climatiques ont pesé sur la production de 2006. L'accélération spectaculaire de certains prix alimentaires (produits laitiers ou à base de céréales) n'est intervenue qu'en fin d'année et a donc peu joué sur la moyenne annuelle.

## ① Évolutions de la dépense des ménages et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut, taux d'épargne



Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

## Rebond des achats d'automobiles

Après avoir été stables en 2006, les dépenses de transports progressent en volume de 1,7 % en 2007. En particulier, les achats d'automobiles repartent à la hausse (+ 3,3 % après - 2,3 %), sous l'influence du marché des véhicules neufs (tableau 2). Alors que les immatriculations de voitures de marques françaises poursuivent leur baisse (- 1,5 % après - 6,1 % en 2006), celles des marques étrangères progressent fortement (+ 8,8 %), si bien que leur part de marché atteint 48,2 % en 2007 après 45,7 % en 2006. Les achats de

voitures de grosses cylindrées ont notamment été stimulés en décembre par l'anticipation du dispositif de malus pour les véhicules les plus polluants.

Les prix des carburants et lubrifiants poursuivent leur ralentissement (+ 1,8 % après + 5,8 % en 2006 et + 13,1 % en 2005). Cependant, conséquence des fortes hausses de prix passées, la consommation continue de reculer pour la sixième année consécutive : - 0,1 % après - 1,1 % en 2006.

La consommation des ménages en services de transports ralentit mais reste soutenue : + 4,1 % après + 5,0 % en 2006. Le

dynamisme résulte principalement du transport aérien, en hausse de 4,6 % après + 7,5 %. La fréquentation des vols intérieurs baisse, notamment du fait de la nouvelle concurrence du TGV Est, mais les liaisons internationales demeurent très dynamiques, sous l'effet entre autres du développement des liaisons intra-européennes par les compagnies à bas coût.

## L'assurance-vie en repli, la santé à la charge des ménages en hausse

La consommation des ménages en assurance-vie diminue fortement en 2007 (- 6,9 %) après une forte hausse en 2006 (+ 15,0 %). Le changement de fiscalité sur les intérêts des plans d'épargne logement de plus de dix ans avait incité à un important report d'épargne vers l'assurance-vie en 2006 et stimulé la consommation de service associée. Le contrecoup de ce mouvement explique le repli de 2007. Il contribue pour - 0,1 point à l'évolution d'ensemble de la consommation des ménages.

Les dépenses en biens et services de santé restant à la charge des ménages (couvertes ou non par une assurance complémentaire) augmentent depuis 2004 à un rythme supérieur à celui de l'ensemble de la consommation. En 2007, la hausse est de + 4,8 % en volume, comparable à celles de 2005 et 2006 (tableau 3). En revanche, la hausse des prix continue de s'inscrire sur une tendance inférieure à 1 % (+ 0,5 % en 2007). L'effet de la revalorisation de la consultation médicale d'un euro au 1<sup>er</sup> juillet 2007 a été en partie compensé par une baisse moyenne du prix des médicaments. Correspondant à la partie des soins dont le remboursement est pris en charge par la collectivité, les dépenses de consommation des administrations publiques accélèrent (+ 3,1 %, après + 2,3 % en 2006), notamment pour les dépenses d'hospitalisation publique et privée. Elles progressent toutefois moins vite que les dépenses à la charge des ménages.

## L'engouement pour les écrans plats

Les achats de biens et services relevant des technologies de l'information et de la

### 1 Évolutions de la consommation, des prix, du revenu et taux d'épargne

	en %						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dépense de consommation (en volume)	2,5	2,2	2,2	2,6	2,6	2,3	2,5
Prix de la dépense de consommation	1,7	1,1	1,8	1,8	1,8	2,2	2,0
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	3,4	3,6	0,8	2,6	1,6	2,6	3,3
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	15,8	16,9	15,8	15,8	14,9	15,1	15,8
Taux d'épargne financière (en % du revenu disponible brut)	6,9	8,0	6,6	6,2	5,0	4,6	5,2

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

### 2 Consommation de biens durables

	Évolution en volume					Poids dans la valeur de la consommation en 2007
	2003	2004	2005	2006	2007	
Automobiles	-5,5	3,1	3,0	-2,3	3,3	3,5
Automobiles neuves	-7,8	3,5	3,4	-4,2	3,0	2,4
Automobiles d'occasion <sup>1</sup>	0,0	2,5	2,3	2,0	3,7	1,1
Téléviseurs	14,6	32,4	31,7	49,9	49,6	0,4
Réfrigérateurs, congélateurs	15,6	4,6	2,5	7,3	-1,9	0,2
Lave-linge	5,5	7,1	4,2	7,0	4,1	0,1
Meubles	0,0	3,3	4,8	1,3	3,1	1,4
Autres biens durables <sup>2</sup>	14,3	15,4	16,0	12,7	11,6	2,6
<b>Ensemble des biens durables</b>	<b>2,5</b>	<b>8,0</b>	<b>8,4</b>	<b>5,5</b>	<b>8,1</b>	<b>8,2</b>

1. Véhicules de démonstration, véhicules appartenant aux loueurs, véhicules des ménages lorsque la vente est réalisée par des intermédiaires (dans ce cas sont comptées uniquement les marges réalisées par l'intermédiaire).

2. Matériel téléphonique, magnétoscopes, lave-vaisselle, appareils de cuisson, caravanes, cycles et motocycles, etc.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

### Déflateur de la dépense de consommation et indice des prix à la consommation.

En comptabilité nationale, pour confronter les revenus à l'inflation et calculer la progression du pouvoir d'achat des ménages, on utilise le déflateur de la dépense de consommation. Celui-ci progresse de + 2,0 % en 2007, soit 0,5 point de plus que la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) sur la même période. Cet écart s'explique pour l'essentiel par le prix des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), non couverts par le champ de l'IPC, qui contribue pour

0,4 point à la hausse en 2007. Leur dynamisme depuis deux ans traduit la progression des marges que les banques perçoivent sur les dépôts de leurs clients, en raison de la hausse du taux interbancaire auquel elles se financent, alors que les taux de rémunération des dépôts sont plus inertes. En outre, le poids des loyers, plus important en comptabilité nationale du fait de la prise en compte des loyers imputés, accroît de 0,2 point supplémentaire la hausse du déflateur.

communication (TIC) continuent à jouer un rôle moteur, mais ralentissent légèrement en 2007 : + 13,7 % en volume après + 15,4 % en 2006. Ils restent une nouvelle fois favorisés par des prix en forte baisse : - 7,9 % après - 9,0 % en 2006.

La croissance des achats d'appareils de réception, de reproduction et d'enregistrement du son et de l'image est

supérieure à 20 % depuis quatre ans et atteint + 28,8 % en 2007, la hausse la plus forte depuis 1960. Le succès des téléviseurs à écrans plats se poursuit, la hausse en volume approchant 50 %, comme en 2006. Elle a été favorisée en 2007 par la demande de renouvellement à l'occasion de la coupe du monde de rugby.

La consommation de matériel de traitement de l'information progresse de 23,2 %. La demande des ménages est toujours tirée par les ordinateurs portables. Le taux d'équipement des ménages en micro-ordinateurs continue de progresser à un rythme de cinq points par an et atteint 60 % à la fin de 2007.

Après une accélération ponctuelle en 2006 (+ 9,0 %), les dépenses en volume de services de télécommunications augmentent de 5,6 %, retrouvant leur rythme tendanciel. Les achats de matériel téléphonique restent dynamiques mais ralentissent : + 17,7 %, après + 21,1 % en 2006 et + 30,4 % en 2005.

### 3 Évolution de la consommation des ménages par fonction

en %

	Poids dans la valeur de la dépense de consommation		Évolution en volume			Évolution en prix			Valeur 2007 (milliards d'euros)
	1997	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	
<b>Alimentation et boissons non alcoolisées</b>	<b>14,9</b>	<b>13,4</b>	<b>1,4</b>	<b>0,5</b>	<b>1,6</b>	<b>0,3</b>	<b>1,8</b>	<b>1,3</b>	<b>140,0</b>
Produits alimentaires	13,8	12,3	1,2	0,4	1,5	0,4	1,8	1,2	128,7
dont : pain et céréales	2,1	1,8	1,2	1,1	1,2	0,2	0,7	0,9	18,9
viandes	4,2	3,5	-0,1	-0,2	1,4	1,3	2,0	2,0	37,2
poissons et crustacés	1,1	1,1	1,7	0,3	3,0	1,3	3,3	1,2	11,2
lait, fromages et oeufs	2,1	1,9	2,3	1,7	2,8	-1,4	-0,1	0,4	19,4
fruits et légumes	2,4	2,2	1,2	-0,7	0,0	1,1	3,8	2,1	23,5
Boissons non alcoolisées	1,1	1,1	4,1	2,6	3,1	-1,1	2,0	2,0	11,3
<b>Boissons alcoolisées et tabac</b>	<b>3,4</b>	<b>2,9</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>1,9</b>	<b>30,5</b>
Boissons alcoolisées	1,7	1,4	-0,6	0,3	0,7	-0,3	0,5	1,2	14,6
Tabac	1,7	1,5	-0,6	1,5	-2,0	0,5	0,4	2,6	15,9
<b>Articles d'habillement et chaussures</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>0,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,6</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>48,4</b>
Articles d'habillement	4,7	3,8	0,7	1,1	1,8	0,2	0,2	0,5	39,8
Chaussures	1,1	0,8	0,9	2,2	0,9	0,9	0,0	1,3	8,6
<b>Logement, chauffage, éclairage</b>	<b>23,8</b>	<b>25,4</b>	<b>2,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,4</b>	<b>4,3</b>	<b>4,0</b>	<b>3,3</b>	<b>266,1</b>
dont : location de logement	16,7	18,9	3,3	3,3	3,5	3,9	3,6	3,4	198,5
chauffage, éclairage	4,1	3,6	-0,2	-0,2	-2,8	6,7	6,1	2,4	37,6
<b>Équipement du logement</b>	<b>6,2</b>	<b>6,0</b>	<b>3,5</b>	<b>2,5</b>	<b>3,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>62,9</b>
dont : meubles, tapis	1,7	1,4	4,7	1,4	2,9	1,0	2,0	2,4	16,1
appareils ménagers	0,9	0,9	4,3	5,5	2,9	-1,0	-2,8	-1,9	8,9
<b>Santé</b>	<b>3,3</b>	<b>3,5</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>	<b>4,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>36,1</b>
dont : médicaments	1,5	1,5	3,8	5,5	6,1	-0,3	-2,4	-1,4	15,8
médecine non hospitalière	1,4	1,4	4,4	2,0	2,5	1,6	2,6	2,3	15,1
<b>Transport</b>	<b>14,5</b>	<b>14,6</b>	<b>1,7</b>	<b>0,0</b>	<b>1,7</b>	<b>4,3</b>	<b>2,9</b>	<b>2,5</b>	<b>153,2</b>
dont : achats de véhicules	3,9	3,8	3,1	-1,7	3,2	0,6	0,6	1,5	39,6
carburants, lubrifiants	3,6	3,4	-2,7	-1,1	-0,1	13,1	5,8	1,8	35,7
services de transports	1,8	2,1	5,5	5,0	4,1	0,8	1,2	1,3	21,7
<b>Communications<sup>(1)</sup></b>	<b>2,0</b>	<b>2,7</b>	<b>6,8</b>	<b>9,2</b>	<b>6,0</b>	<b>-1,1</b>	<b>-6,4</b>	<b>-1,8</b>	<b>28,6</b>
dont : services de télécommunications	1,5	2,4	5,7	9,0	5,6	0,2	-6,2	-1,1	24,9
<b>Loisirs et culture</b>	<b>8,8</b>	<b>9,3</b>	<b>5,4</b>	<b>5,5</b>	<b>6,2</b>	<b>-2,0</b>	<b>-1,4</b>	<b>-2,4</b>	<b>96,9</b>
dont : app. électroniques et informatiques <sup>(2)</sup>	1,9	2,1	17,6	16,5	18,2	-12,2	-10,3	-13,7	22,1
services culturels et récréatifs	3,0	3,4	0,4	2,2	2,1	2,5	2,3	2,0	35,7
presse, livres et papeterie	1,5	1,2	-0,7	-0,8	0,1	1,5	1,1	1,7	13,0
<b>Éducation</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>2,4</b>	<b>5,6</b>	<b>3,0</b>	<b>4,8</b>	<b>5,6</b>	<b>4,2</b>	<b>8,0</b>
<b>Hôtels, cafés et restaurants</b>	<b>5,9</b>	<b>6,2</b>	<b>1,7</b>	<b>0,7</b>	<b>1,9</b>	<b>2,4</b>	<b>2,3</b>	<b>2,8</b>	<b>65,2</b>
<b>Autres biens et services</b>	<b>12,1</b>	<b>11,7</b>	<b>2,3</b>	<b>3,9</b>	<b>1,6</b>	<b>0,6</b>	<b>5,2</b>	<b>5,0</b>	<b>122,9</b>
dont : soins personnels	2,3	2,3	-0,3	1,1	1,7	0,8	1,7	1,2	23,7
action sociale	1,7	1,9	2,6	6,2	7,6	4,7	3,5	4,5	20,0
assurances	3,2	3,3	3,4	6,6	-2,4	1,8	3,3	0,4	35,0
SIFIM <sup>(3)</sup>	1,9	1,6	4,1	0,3	2,4	-11,3	31,3	32,6	16,7
<b>Correction territoriale</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,1</b>	<b>-10,8</b>	<b>11,4</b>	<b>11,0</b>	<b>1,8</b>	<b>2,2</b>	<b>2,0</b>	<b>-11,5</b>
<b>Dépense de consommation des ménages</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,2</b>	<b>2,0</b>	<b>1 047,4</b>
<b>Dépense de consommation des ISBLSM<sup>(2)</sup></b>	-	-	<b>0,0</b>	<b>0,7</b>	<b>1,1</b>	<b>2,6</b>	<b>3,1</b>	<b>2,6</b>	<b>24,6</b>
<b>Dépense de consommation des APU<sup>(3)</sup></b>	-	-	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>	<b>2,6</b>	<b>2,2</b>	<b>2,4</b>	<b>287,3</b>
dont : santé	-	-	2,6	2,3	3,1	1,5	1,1	1,3	127,2
éducation	-	-	-0,2	-0,5	-0,2	3,7	3,0	3,5	85,7
<b>Consommation effective des ménages</b>	-	-	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>2,0</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>1 359,3</b>

1. Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

2. Dépenses de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages.

3. Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

(t) Principaux postes concernés par les TIC.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

### Sport et plein air préférés à l'audiovisuel

En 2007, avec le soutien des TIC, la consommation de biens et services de loisirs et de culture accélère (+ 6,2 % en volume après + 5,5 % en 2006). Les équipements de sport, camping et plein air contribuent à cette progression : + 7,3 % après + 5,1 %. De même, les achats de livres repartent à la hausse (+ 1,2 % en volume, après - 1,1 % en 2005 et 2006), avec notamment le développement des ventes sur internet. En revanche, l'année 2007 est défavorable pour le cinéma. La fréquentation de salles de cinéma baisse de plus de 10 millions d'entrées, à 178 millions. Les ventes de DVD reculent aussi (- 4,1%), pour la deuxième année consécutive, à 130,4 millions d'unités vendues. Les achats de CD audio enregistrés baissent pour la cinquième année successive : - 16,1 % en 2007 (après - 10,4 % en 2006). Le téléchargement légal de titres croît fortement, mais ne représente encore que 2,5 % du chiffre d'affaires des ventes au détail de musique enregistrée.

Enfin, la consommation en hôtels, cafés et restaurants accélère (+ 1,9 % après + 0,7 %), avec une bonne année 2007 pour le tourisme, notamment de la part des étrangers. Pour l'ensemble des biens et services, les achats de ces derniers sur le territoire français progressent ainsi de 7,3 % en volume.

### Baisse des dépenses de chauffage

En 2007, la part des dépenses que les ménages consacrent au logement (*définitions*), à son chauffage et son éclairage progresse encore pour atteindre 25,4 % de

leur consommation, après 25,1 % en 2006. Ce poste représente 75 % des dépenses « pré-engagées » (*définitions*), sur lesquelles les ménages peuvent difficilement arbitrer à court terme. La part de ces dernières dans le revenu disponible brut des ménages continue ainsi de progresser, mais à un rythme moins rapide : elle atteint 28,4 % en 2007, soit + 0,3 point, alors que la hausse était de 0,7 point en 2005 et + 0,6 point en 2006 (*graphique 2*).

En valeur, les loyers (hors aides au logement) augmentent sur le même rythme qu'en 2006 (+ 7,0 %). Cette stabilité résulte d'une légère accélération en volume (+ 3,5 % après + 3,3 % en 2006) et d'un léger ralentissement des prix (+ 3,4 % après + 3,6 %), qui s'explique par une décélération concomitante de l'indice de référence des loyers (+ 2,7 % après + 2,9 % en 2006) et des loyers dans le secteur libre lors des changements de locataire.

La baisse de la consommation de chauffage et d'éclairage s'amplifie : - 2,8 % en volume en 2007 après - 0,2 % en 2006. Les températures très clémentes des premiers mois de l'année contribuent au recul des dépenses de chauffage. En outre, les prix ralentissent avec la moindre hausse des cours du pétrole et l'appréciation de l'euro : + 0,4 % pour les combustibles liquides après + 10,4 % en 2006 et + 5,1 % pour le gaz après + 14,2 %. La modération des prix et des volumes sur ces postes constitue le principal facteur de

ralentissement sur l'ensemble des dépenses « pré-engagées ».

En 2007, les achats d'équipements du logement croissent de 3,6 %, après + 2,5 % en 2006. En particulier, les achats de meubles accélèrent (+ 3,4 % après + 1,0 % en 2006).

### L'alimentation un peu plus dynamique qu'en 2006

La consommation en produits alimentaires, hors boissons alcoolisées et tabac, augmente de 1,6 % en 2007 après + 0,5 % en 2006. En particulier, les achats de viandes progressent de 1,4 % en volume, après trois années de baisse. La consommation de viande de bœuf croît pour la première fois depuis 2002 (+ 0,9 %). Les effets liés en 2006 à la crise de la grippe aviaire sur la consommation de volailles ont disparu (+ 0,6 % en 2007). La consommation de poissons est également bien orientée en 2007 : + 3,0 % après + 0,3 % en 2006.

Les hausses de prix au quatrième trimestre de 2007 pour certains produits alimentaires comme le pain et les produits à base de céréales (+ 2,5 % sur un an) et les produits laitiers (+ 2,8 %) contribuent peu à l'évolution annuelle des prix et au volume consommé. En volume, la consommation de pain et céréales progresse de 1,2 % en 2007 après + 1,1 % en 2006. Celle de laits, fromages et œufs augmente de 2,8 % après + 1,7 %.

### Définitions

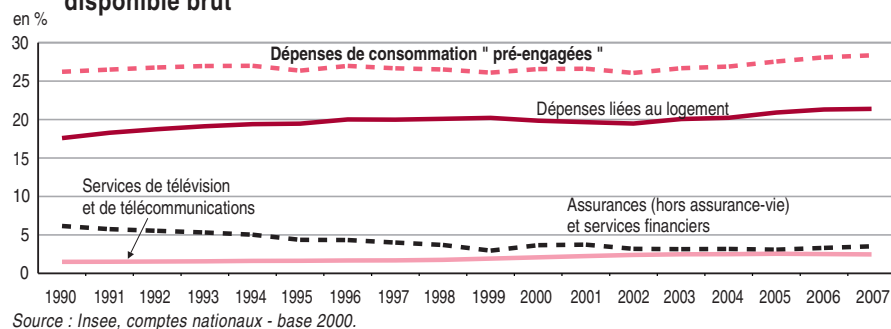
Dans l'ensemble du texte, les évolutions sont en volume, aux prix de l'année précédente, sauf mention contraire.

La **consommation effective des ménages** est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). La **dépense de consommation des ménages** se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé et d'éducation restant à leur charge. Les **consommations individualisables** sont celles dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation, la santé et l'action sociale.

Les **dépenses en logement** incluent les loyers versés par les locataires (aides au logement déduites) mais également les loyers imputés, que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent. Les **dépenses « pré-engagées »** sont celles qui sont supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Suivant les préconisations du rapport de la Commission « Mesure du pouvoir d'achat des ménages » (février 2008), ces dépenses comprennent :

- les dépenses liées au logement, y compris les loyers imputés et les dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ;
- les services de télécommunications ;
- les frais de cantines ;
- les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
- les assurances (hors assurance-vie) ;
- les services financiers (y compris les services d'intermédiation financière indirectement mesurés).

### ② Part des dépenses de consommation " pré-engagées " dans le revenu disponible brut



INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp>

### Bibliographie

« Les comptes de la Nation en 2007 », *Insee Première* n° 1189, mai 2008.

« Consommation d'énergie : autant de dépenses en carburants qu'en énergie domestique », *Insee Première* n° 1176, février 2008.

Dossier base 2000 sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Comptes nationaux annuels.

### BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1  
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2008

Abonnement annuel :  74 € (France)  92 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Direction Générale :  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Philippe Cotis  
Rédacteur en chef :  
Gilles Rotman  
Rédacteurs :  
C. Dulon, A.-C. Morin,  
T. Méot, C. Pfister  
Maquette : P. Nguyen  
Code Sage IP081192  
ISSN 0997 - 3192  
© INSEE 2008

